

# Le lobby automobile et les normes d'émissions de NOx

*Une contribution du groupe de travail transparence et démocratie*

## Le contexte

---

Le scandale VW a mis en lumière un certain nombre de dysfonctionnements graves dans les processus décisionnels européens, notamment liés à la transparence des prises de décision et à l'accès inégal de certains acteurs à ces prises de décisions.

Dans ce contexte, le groupe de travail « transparence et la démocratie » du groupe écologiste au Parlement européen a décidé de financer un projet visant à établir l'influence du lobby du secteur automobile sur les prises de décisions concernant la réglementation des émissions de véhicules automobiles.

Cette étude, réalisée par InfluenceMap est le premier jalon de ce projet. Elle vise à analyser les positionnements d'un certain nombre d'acteurs clés : gouvernements, industries automobiles, ONG, institutions et à évaluer leur influence potentielle sur la prise de décision.

## Principaux résultats de l'étude

---

- Les représentants de l'industrie automobiles bénéficient d'un accès privilégié au processus de décision, notamment à l'élaboration des règlements, des normes et des procédures de test.
- Les lobbies de l'industrie automobile investissent des ressources considérables dans l'affaiblissement et le retardement de la réglementation européennes sur les émissions des moteurs automobiles. Ils exercent notamment une influence majeure en détachant du personnel à la Commission européenne.
- De manière générale, l'industrie automobile a lutté contre une réglementation plus stricte des émissions en proposant d'affaiblir les normes, de retarder leur mise en œuvre, en faisant valoir le manque à gagner en matière de compétitivité ou le fait que les émissions de NOx ne seraient pas réellement dangereuses pour la santé publique (dans le rapport, BMW, Daimler, Fiat Chrysler, PSA Peugeot Citroën, Volkswagen, Renault et Ford ont été évalués).
- Les États membres seraient fortement influencés par les industries automobiles nationales, ce qui se traduit par des prises de positions similaires sur la réglementation en matière d'émissions de NOx (durant la réunion du CTVM du 28 Octobre 2015 notamment). L'Espagne et l'Italie ont été les États ayant proposé les normes les plus faibles, mais l'Allemagne était apparemment l'État le plus actif dans la lutte pour des facteurs de conformité élevés, avec le Royaume-Uni et la France (dans le rapport, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni ont été évalués spécifiquement)
- En Allemagne, le président de l'association automobile allemande (VDA) a servi dans le gouvernement aux côtés de Mme Merkel. BMW est un important bailleur de fonds de la CDU.
- La Commission européenne savait déjà que les émissions de NOx en conditions réelles étaient beaucoup plus élevées que celles relevées en laboratoire et que des dispositifs d'invalidation des tests existaient.